

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓLROCZNIE..... 24 fr.
ROCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY. 40 c.
NUMER SOBOTNI.. 75 c.

Zagranicą:
ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON:
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku)
i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements:
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 40 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:
UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE:
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Un mensonge allemand à propos de l'accident de Puck

Au cours d'exercices navals qui eurent lieu il y a deux semaines à Puck (Putzig), petit port polonais sur la mer Baltique, le pilote d'un hydravion laissa tomber par mégarde sur la plage une bombe qui devait être jetée en pleine mer. Cet accident malheureux causa des victimes parmi les spectateurs qui assistaient à la manœuvre. Quelques militaires, dont M. Kubas, attaché à la mission navale polonaise de Dantzig, furent également tués.

La presse de Berlin ne se borna pas à enregistrer la nouvelle; elle la commenta avec sa mauvaise foi coutumière et il parut des articles déclarant qu'il s'agissait d'un attentat contre les Allemands et que l'auteur, en semant la mort, avait voulu se venger de l'hostilité du Reich à l'égard de la Pologne. Si ce mensonge n'avait pas dépassé les frontières de l'Allemagne, il n'y aurait eu que demi-mal, mais les officines pangermanistes avaient là une magnifique occasion de porter à nos alliés de l'Est un préjudice moral et elles n'y ont pas manqué.

Les agences germaniques de presse firent donc transmettre aux journaux italiens des télégrammes sensationnels parlant de bombardement, de vengeance, d'assassinat. Sous le titre: « Folie polonaise » (Follia polacca), on lit par exemple dans le *Corriere di Napoli* du 17 août dernier:

« Le corridor polonais qui sépare la Prusse « Orientale du reste de l'Etat allemand vient d'être témoin d'un épisode terrible de la lutte entre la Pologne et l'Allemagne.

« On aurait cru être revenu à l'époque la plus tragique de la guerre, quand les avions attaquaient les villes sans défense et les populations paisibles. A Putzig, dans le voisinage de Dantzig, les Polonais ont fait une grande démonstration contre les Allemands. Au cours d'un « meeting » une bombe a été lancée par un aéroplane polonais volant à une faible hauteur au-dessus de la ville, dont la population est en majorité allemande. D'après les premières nouvelles télégraphiques arrivées à Berlin, on a relevé dix cadavres, parmi lesquels des femmes et des enfants. Il y a également des blessés en grand nombre. Cet attentat a créé à Putzig et dans toute la région une excitation indescriptible. A Berlin également, dans les sphères politiques et dans la presse, cet événement tragique a provoqué une impression énorme. »

Le même télégramme a été publié dans le *Secolo*, dans *Il Paese*, dans *Il Comunista*, etc., etc.

Il est regrettable que nos confrères italiens se soient laissé si facilement induire en erreur par les agences allemandes et que leur crédulité ait permis aux pangermanistes de trouver en Italie une arme pour la propagande antipolonaise.

Maurice TOUSSAINT.

La question sociale en Russie

La politique ouvrière des Soviets.

Lorsque le parti bolchevik s'empara du pouvoir en Russie, il entraîna dans ses cadres de fonctionnaires les individus les plus cultivés de la classe ouvrière qui furent ainsi arrachés au travail de production. La démobilisation de l'armée russe qui s'opérait en même temps, par suite de la rupture subite du front eut sa répercussion dans la fermeture également brusque des usines de guerre. Il en résulta que le spectre du chômage se dressa devant les yeux de bon nombre d'ouvriers démobilisés et que le gouvernement soviétiste chercha tout de suite à remédier à cette crise en invitant les ouvriers à s'emparer des ateliers de travail.

La grande majorité de la classe ouvrière russe avait plus d'affinité avec la campagne qu'avec la ville et la guerre n'avait fait à cet égard qu'augmenter dans les usines le pourcentage des éléments paysans et petits bourgeois. D'un autre côté les masses ouvrières de Russie ne possédaient pas avant la guerre d'organisations économiques et culturelles de grande envergure; les éléments négatifs et destructeurs y étaient seuls actifs; les autres, les éléments créateurs, ne s'y étaient pas développés. Enfin à l'exception d'un petit nombre, dont les partis socialistes avaient fait l'instruction, la classe ouvrière moscovite avait un niveau intellectuel très bas.

Ce sont précisément les raisons de l'insignifiance du rôle des jeunes organisations économiques de la classe ouvrière, au moment de la chute de Kerensky et du triomphe de Lénine. Les comités de fabriques qui groupaient des incapables et des ignorants en matière professionnelle ont en fait créé cette vraie dictature du prolétariat qui devait aboutir à des résultats désastreux. Ces comités ont apporté dans la vie des usines une atrophie complète de la discipline et ont contribué à détruire ou à gaspiller l'avoir de ces fabriques.

Cet état de choses si lamentable devait fatalement provoquer un revirement dans la politique soviétique à l'égard de la classe ouvrière. Le premier pas accompli dans cette voie fut la constitution du *Conseil Suprême de l'Economie Populaire* et le transfert à cet organe de la direction générale de la vie économique du pays. Éliminées de la compétence des conseils populaires, les questions d'ordre économique furent désormais réglées par les Offices groupés autour de ce Conseil Suprême et dénommés *Glawhom* ou *Centrkom*. Le deuxième pas, ce fut l'adoption de la motion sur la nationalisation progressive des syndicats, appuyée avec force par le parti communiste, au congrès syndical de janvier 1918. En avril de la même année, il fut décidé que les salaires ouvriers seraient rigoureusement basés sur le rendement du travail et en septembre 1918 il fut formellement interdit aux sans-travail de refuser les emplois qui leur étaient proposés. En décembre 1918, fut édicté le décret établissant le principe de l'obligation universelle du tra-

vail, donc un pas de plus dans la nationalisation de la main-d'œuvre. En janvier 1919, le deuxième congrès des syndicats adopta la résolution d'instituer le salaire à la pièce, en vue d'intensifier la production. On tenta en même temps d'appliquer en Russie le système Taylor qui gagna des adhérents nombreux dans les sphères dirigeantes et qui était envisagé comme le seul moyen capable d'enrayer la décadence du régime économique populaire.

La nationalisation de la main-d'œuvre fut instituée pratiquement en Russie au cours de 1920. Trotsky précisa la raison de ce décret dans la séance commune du 3^e Congrès des Conseils d'Economie Populaire en déclarant: « L'obligation universelle au travail signifie qu'un ouvrier qualifié mobilisé doit se présenter avec son livret de travail là où sa présence est indispensable suivant le programme économique du pays. L'obligation universelle du travail donne à l'Etat ouvrier le droit de commander au travailleur de quitter son métier sans même parler de la spéculation parasite et de s'embaucher à l'usine de l'Etat qui ne saurait fonctionner sans cette catégorie d'ouvriers. Enfin le transfert de la main-d'œuvre d'une entreprise dans une autre constitue également l'apanage de la nation socialiste et de l'Etat qui la représente... Notre tâche est d'obtenir que le commandant de l'industrie soit notre contremaître rouge, nos ingénieurs, membres des comités et administrations d'usines, qu'ils deviennent nos colonels, commandants de divisions, généraux, commandants de bataillons et de compagnies. Nous devons créer nos écoles d'officiers dans nos régions industrielles, afin que tout auditeur de ces écoles puisse devenir officier et diriger l'industrie de la région en question... »

La militarisation effective du travail fut intensivement poussée. En avril 1920, un décret fut édicté au sujet des absences d'ouvriers dans les usines. Trois jours d'absence pendant un mois privaient naturellement l'ouvrier de trois jours de salaire, mais l'obligeaient en outre à travailler un nombre d'heures supplémentaires et les jours fériés, pour rattraper les journées perdues. En mai 1920, un décret complémentaire menaçait de peines très sévères, et même de mort, les ouvriers qui avaient déserté l'usine.

Toutes ces mesures n'ont pas donné ni pu donner les résultats visés par le gouvernement de Moscou. La crise des transports et celle du ravitaillement déterminèrent un revirement dans la politique ouvrière des Soviets. Ce revirement se manifesta dans le rétablissement de la liberté du commerce des céréales, dans le retour de la propriété individuelle pour les petites entreprises d'industrie et de commerce. Toutes les restrictions relatives au travail à la pièce furent supprimées de même que l'obligation universelle au travail. Il fut décidé que la population paysanne serait astreinte à une « imposition de travail » de 6 jours par an et par adulte. Enfin le caractère le plus significatif de la nouvelle politique ouvrière a été la reconnaissance du principe du minimum de l'existence de famine en tant que base des salaires. M. T.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajenca Telegraficzna Wschodnia »
8, avenue Montaigne.

POLOGNE

La foire Orientale de Lwów.

La foire orientale de Lwów s'est ouverte mardi dernier, en présence du ministre du commerce, M. Strassburger, du ministre du travail, M. Darowski, des membres du corps diplomatique et du corps consulaire, de la mission économique française et de nombreux commerçants étrangers.

Des allocutions ont été prononcées par le président de la ville et par M. Strassburger.

La Diète se réunira le 19 septembre.

A la suite d'une conférence entre le président de la Diète et le président du Conseil, la session d'automne de la Diète polonaise a été fixée au 19 courant.

Une communication directe Varsovie-Minsk.

Une communication directe entre Varsovie et Minsk, la capitale de la Blanc-Ruthénie soviétiste, vient d'être établie par suite des démarches du Ministère polonais des communications auprès du gouvernement de Moscou. La ligne Moscou-Minsk aura une correspondance avec la ligne Minsk-Varsovie.

Un raid d'automobiles en Pologne.

L'« Autoclub » de Pologne organise le 28 octobre prochain un raid international d'automobiles. De nombreuses inscriptions françaises, roumaines, hongroises, tchèques, suisses ont été enregistrées.

Après le recensement.

L'Office statistique publie les résultats définitifs du recensement de la population pour toutes les terres polonaises y compris les provinces et de la Haute-Silésie et de Wilna. Le nombre d'habitants s'élève en Pologne à 25.372.447, en Haute-Silésie polonaise à 980.296, dans la région de Wilna à 498.968. Les autorités militaires, qui ont, de leur côté, procédé à un recensement dans les casernes, fournissent le chiffre de 318.452 personnes. Au total, la Pologne compte dans ses frontières actuelles un nombre global d'habitants s'élevant à 27.160.163.

La superficie de la Pologne étant de 386.273 kilomètres carrés, la densité de la population est de 70 habitants par kilomètre carré. Il convient de remarquer qu'aux 27 millions d'habitants qui vivent en Pologne, il faudrait ajouter les quelques millions d'émigrés polonais qui habitent à l'étranger. Ainsi, aussi bien par le nombre de sa population que par la superficie de son territoire, la Pologne se classe parmi les plus grands Etats du continent européen.

RUSSIE

Tout en proposant le désarmement les Soviets mobilisent.

Au moment où le gouvernement des Soviets propose une conférence au sujet du désarmement, un fait vient de se produire qui rend fort douteuses les intentions pacifiques de Moscou : le « Conseil du travail et de la défense » a appelé une nouvelle classe sous les armes. Cette mesure est d'autant plus suspecte, que le « Conseil » est un organe aux compétences fictives, auquel le gouvernement des Soviets a recours toutes les fois qu'il veut dégager sa responsabilité de certaines décisions de haute importance.

Les Soviets feront tout leur possible pour obtenir l'entente avec l'Allemagne.

Pendant la séance du Comité mixte russo-allemand chargé de compléter le traité de Rapallo par la conclusion de différents accords particuliers, le président du Comité Krassine a déclaré que les Soviets seraient disposés à faire des concessions très importantes au cours des pourparlers, à moins qu'ils aboutissent à une convention financière et commerciale russo-allemande.

La première locomotive « soviétiste ».

La première locomotive, construite sous le régime soviétiste, quittera prochainement les ateliers de « Newski » à Pétrograd. On prétend dans les milieux officiels que le coût de la fabrication a été inférieur au prix d'une pareille locomotive commandée à l'étranger ; néanmoins les premiers essais qui auront lieu dans quelques jours, ne laissent pas de susciter de vives inquiétudes.

Un communiqué au sujet du désarmement.

Le commissariat des Affaires étrangères publia un communiqué détaillé au sujet du désarmement et de l'attitude prise par les différents Etats vis-à-vis de la proposition des soviets ; les pays baltes et la Pologne l'ont soi-disant acceptée de mauvaise grâce. Ils demandaient à savoir l'ordre du jour précis de la conférence, ce qui égalerait à un ajournement considérable des pourparlers, vu que cette question ferait naître des discussions prolongées. La Roumanie a accepté la proposition à condition de la reconnaissance par les soviets de la frontière actuelle entre la Russie et la Roumanie, ce qui est inacceptable pour le gouvernement de Moscou. Néanmoins, au dire du communiqué, la Russie ne perd pas l'espoir d'aboutir dans les démarches qu'elle vient d'entreprendre, et propose encore une fois de convoquer la conférence pour le mois de septembre à Moscou.

LITHUANIE

Les Allemands approvisionnent la Lithuanie en munitions.

Depuis quelques semaines les Lithuaniens, dans leurs attaques contre la population polonaise de la zone neutre, se servent de cartouches allemandes d'un nouveau système qui provoquent très facilement l'incendie et dont la force destructive est de beaucoup supérieure à celle des cartouches d'écrasite.

Un projet d'amnistie.

Un projet gouvernemental d'amnistie politique entrera prochainement à la séance plénière de la Diète lithuanienne.

La « profanation » des emblèmes russes à Kowno.

Des inconnus ont enlevé pendant la nuit les emblèmes soviétistes placés sur la maison occupée par la légation russe. L'agence télégraphique officielle « Elta » annonce qu'une enquête sévère a été ouverte. Le représentant du Ministère des Affaires Etrangères lithuanien exprima à l'envoyé des Soviets ses regrets à cause de l'incident.

Un malentendu russo-lithuanien.

Dans les relations russo-lithuaniennes une certaine tension s'est manifestée dont la cause est la suivante :

L'agence officielle lithuanienne a publié, il y a quelques jours, la nouvelle que les détachements rouges ont franchi en plusieurs endroits la frontière lithuanienne et lettonne. Presque tous les journaux de Kowno munirent cette nouvelle de commentaires fort défavorables pour les soviets et relevèrent l'authenticité des faits. La presse officielle de Moscou, après avoir démenti les informations lithuaniennes, les qualifia de « mensonges provocateurs » et fait remarquer que « cette façon d'agir ne peut pas influencer favorablement les relations entre la Lithuanie et la Russie soviétique ».

UKRAINE

Les déclarations des communistes français à Odessa.

Le « Journal Officiel » d'Odessa publie l'entretien de son représentant avec deux membres du parti communiste français qui escortèrent un navire de vivres offert par les communistes français aux affamés de la Russie.

Ils ont déclaré que leur parti compte gagner considérablement de l'influence en France après les élections de 1924. Selon l'opinion des communistes, le bloc national et les partis suivant la politique de Poincaré subiront inévitablement une défaite. Les communistes français voudraient voir à la tête du gouvernement français « un homme moins intraitable » et partisan d'un rapprochement économique et politique avec la Russie dont Poincaré est soi-disant « l'ennemi implacable ».

L'Ukraine à l'exposition de Prague.

L'Office du commerce étranger ukrainien a décidé de prendre part à l'exposition industrielle de Prague en automne. Une commission spéciale a été constituée pour fixer les conditions de cette participation.

A la suite d'un appel du gouvernement, tous les trusts, syndicats et institutions commerciales de l'Ukraine se déclarèrent prêts à envoyer des échantillons. Presque toutes les sociétés de transport ont promis leur concours.

ALLEMAGNE

Les officiers français détenus dans une salle commune avec les criminels.

On mande de Beuthen que les membres de la mission militaire française arrêtés sur le territoire allemand se trouvent dans des conditions exécrables. Ils sont détenus dans une salle commune avec les criminels, ils manquent d'objets de première nécessité. Le colonel Renoux est tombé gravement malade par suite des privations.

Le consulat polonais de Beuthen est en train de faire des démarches auprès des autorités allemandes pour soulager le sort des détenus. Après maintes difficultés on a réussi à leur faire parvenir du linge et des vivres.

ÉCHOS ÉCONOMIQUES

Le Cheptel polonais.

D'après l'Office National de statistique, le nombre des chevaux atteint 3.200.000 contre 3.500.000 en 1913 ; celui des bovidés, 7 millions 900.000 contre 8.100.000 en 1913 ; celui des moutons, 2.200.000 contre 3 millions 600.000 en 1913 et celui des porcs, 5.200.000 contre 5.600.000 en 1913. L'écart est encore de 2.300.000 têtes, soit 11 % du chiffre de 1913 ; il est dû surtout au déficit en moutons. Mais d'ici à un an ou deux, dans l'ensemble, les pertes des années de guerre et d'occupation auront été comblées. Les chiffres ci-dessus s'entendent au 1^{er} janvier 1922.

(Bulletin Bi-mensuel publié par la
Banque pour le Commerce et
l'Industrie à Varsovie.)

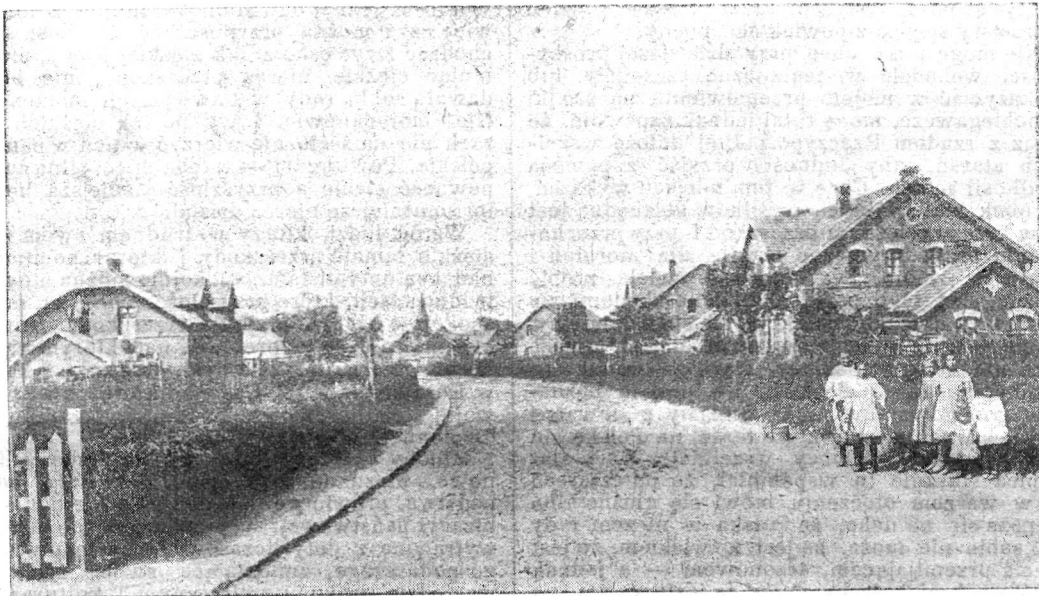
EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4 %

97^e tirage d'un million

du 2 septembre 1922

Numéro gagnant : 2.806.230

bourse de Varsovie : 1585—1590 mp.



Noeux (Pas - de - Calais).
Droga do Barlin.

MEMENTO

Królu, ratuj Wiedeń!

Mija lat 239, kiedy wojska polskie, u stóp Kalenberga, pod wodzą króla Jana III-go, oczekiwały na znak, by rzucić się na nieprzebrane zastępy tureckie i oswobodzić obleżoną stolicę Austrii. Przybył król na wezwanie posła austriackiego, który upadł na kolana z okrzykiem: Królu, ratuj Wiedeń, gdy równocześnie nuncjusz papieski błagał: ratuj chrześcijaństwo!

Dn. 12 września husarja polska rozbiła turecki pierścień, ściskający miasto i w ten sposób uratowany został Wiedeń, a może i chrześcijaństwo. Uratowane zostały poto, aby w sto lat potem arcychrześcijańskie państwa, reprezentujące kompletny chrystjanizm: katolicka Austria, protestanckie Prusy i prawosławna Rosja, podzieliły między siebie spuściznę naiwnego króla Jana III-go, co wówczas przez góry i lasy spieszyli ratować jednego z przyszłych zabójców Polski.

Los zmienny sprawił, że trzem zaborcom nie najlepiej się dzisiaj dzieje. Oto kanclerz austriacki, kanonik Seipel, objeżdża sąsiadów i, jak niedgys jego poprzednik, woła: Ratujcie Austrię!

Po Czechosłowacji, Niemcach, Włoszech, przy szła obecnie kolej na Ligę Narodów, obradującą w Genewie, wysłuchać głosu zamierającego z nędzy państwa i narodu.

Ale że to czasy romantyczne się skończyły, więc już i niema romantycznych husarzy, co w imię Marji z porościami ruszali z kopyta, by roznieść wroga, samemu narażając karku, a wszystko dla honoru, nie dającego się obliczyć i wymienić na najlepsze nawet złoto. Dziś sąsiedzi nie bardzo się kwapia, by ratować Austrię, bo to tak ciężko obliczyć, ile na tem można zarobić i nie wiadomo, czy biedna korona austriacka kiedykolwiek z pojęcia poza giełdowego wogóle stanie się czems, co będzie miało kurs poza rogatkami Wiednia.

Więc mimo, że różne «ekspresso» dziś bez trudności wjeżdżają do Wiednia, gorszym jest los i marniejsze widoki dzisiejszych Wiedeńczyków, niż owych z czasów cesarza Leopolda, których obległa żelaznym pierścieniem nawała turecka.

K. MIR.

K. MIR.

Magna Charta polskiego robotnika we Francji

(Kilka uwag o 1-ej konwencji robotniczej francusko-polskiej.)

Magna Charta nazywał się przywilej, który na ówczesnym swym królu wymusiła szlachta angielska z początkiem XIII w. Niejednokrotnie później tą nazwą, która znaczy Wielka Karta, oznaczano wogóle prawną podstawę swobod (ale i obowiązków) tej czy owej klasy społecznej.

Taką Wielką Kartą polskiego wychodźstwa robotniczego we Francji, są Konwencje, w sprawie wzajemnej emigracji robotniczej, zawarte między Polską a Francją.

W numerach *Polonii* 26 i 26 bis (z dnia 24 i 28 czerwca 1922 r.) podaliśmy w całej rozciągłości tekst pierwszej konwencji, zawartej w Warszawie, w dniu 3 września 1919 r. między przedstawicielami obydwu rządów, francuskiego i polskiego.

W jakim celu to uczyniliśmy? Zupełnie w tym samym, który nam nakazywał ogłoszenie Konstytucji Polskiej. Jak każdy obywatel polski powinien konstytucję swojego kraju znać na wyłot, tak samo i robotnik polski we Francji, górnik, rzemieślnik czy rolnik, pracujący za kontraktem zbiorowym czy indywidualnym, powinien konwencje robotnicze znać najdokładniej, bo inaczej będzie jak tabaka w rogu.

Upłynęło do dziś przeszło dwa miesiące, a przez ten czas ani jeden z robotników polskich we Francji nie zażądał najmniejszego od nas wyjaśnienia, nie zadał najmniejszego pytania w

sprawie tej pierwszej konwencji, którą ogłosiliśmy z końcem czerwca.

Czemu to przypisać, czemu to wytłumaczyć? Na te 30 tysięcy robotników polskich we Francji, oczywiście nie wszyscy czytują *Polonię*. Niektórzy przyzwyczajeni z dawnych czasów, ze swego pobytu w Westfalji do gazet westfalskich, trzymają się ich ślepo, jak chwast baraniego ogona, choć się tam nie a nie nie dowiedzą z tego, co się dzieje we Francji, wśród robotników polskich. Dużo jest takich, co wogóle nie czytają, i krwawo zapracowany grosz, wydarty ciężko z narażeniem własnego życia, wolą pozostawić po estaminetach za liczne kolejki różnych koniaków, Bóg wie jeden (a szynkarz drugi), z jakich paskudztw przyprawionych.

Ale przecież była spora garść takich, co czytają *Polonię*, przeczytali i tekst tej konwencji.

Dla tych właśnie pragniemy wypowiedzieć tu parę uwag, które zapowiedzieliśmy wówczas, ogłaszając ową konwencję. A i ci, co przed dwoma miesiącami jej nie czytali, też nie nie straca, jeżeli poniższe uwagi pilnie sobie przeczytają, bo to o nieczyją inną, a o ich własną skórę idzie.

..

We wstępie do tej pierwszej konwencji czytamy czarne na białem, że Naczelnik Polski i Pre-

zydent Francji nie po co innego ją zawierają, jeno:

1. Żeby unormować (t. zn. ustalić) sposobem najbardziej przyjaznym stosunki wychodźcze. Znaczy to, że odtąd te stosunki nie mają być chwiejne, niezdecydowane, ale raz na zawsze porządnie ułożone, żeby robotnik polski wiedział dobrze, czego się ma trzymać. Słowa «sposobem najbardziej przyjaznym» także nie są na wiatr powiedziane, choćby się wydawać mogło niejednemu, że to tylko zwykła formułka grzeczności. Jeżeli marszałek Piłsudski i prezydent Millerand, z których żaden nie zetknie się z robotnikiem polskim tu pracującym, użyli tych słów, to dlatego, żeby dać przykład i wskazówkę urzędnikom (inżynierom, dyrektorom czy sztygarom), że stosunki ich wobec robotników polskich mają być przyjazne. Kto z nich odnosi się nieprzyjaźnie do robotnika polskiego, ten łamie konwencję z d. 3 września 1919 r.

2. Żeby zapewnić obywatelom obu państw wzajemność korzystania z dobrodziejstw ochrony pracy i obowiązującego ustawodawstwa o odszkodowaniach za nieszczęśliwe wypadki przy pracy. To zdanie jest równocześnie i bardzo szczegółowe, i bardzo ogólne, albo innymi słowy równocześnie mówi i bardzo wiele i bardzo mało.

Bardzo wiele mówi dlatego, że cóż może być ważniejsze dla robotnika, jak to, że praca jego jest ochroniona i że, jeżeli mimo tej ochrony, zdarzy się przy pracy nieszczęśliwy wypadek, za ten wypadek czeka go odszkodowanie.

Ale równocześnie to zdanie mówi i bardzo mało, bo praca robotnika powinna być ochroniana pod bardzo wieloma względami, a co do odszkodowań, to na całym świecie jest już tak, że ten, kto daje odszkodowanie, pragnąłby, aby ono go najmniej kosztowało.

No, ale ponieważ to zdanie jest niejako tylko wstępem do samej właściwej konwencji, zobaczymy później, czy ta ważna kwestja, ochrony pracy i oszkodowań, jest w dalszym ciągu bliżej i dokładniej omówiona.

..

Z tego pierwszego artykułu czytelnicy łatwo nabiorą przekonania, że konwencję francusko-polską traktujemy sumiennie, pragnąc, aby nie została ona u robotników polskich żadnej wątpliwości. Tak nam się przynajmniej zdaje.

Dlatego też w ich własnym interesie niechże śledzą pilnie i ten artykuł, i następne, gdzie będzie mowa o dalszych paragrafach konwencji.

Jeszcze raz powtarzamy, że wszyscy bez wyjątku robotnicy powinni ją znać doskonale. Jak wszystkie podobne akty urzędowe, czyta się ona dosyć trudno i kto nie jest dobrze obyty z podobnym językiem urzędowym, dobrze głowy nalać, nim zrozumie, o co chodzi w tym czy owym paragrafie. A wtedy już jest tak zmęczony tym wysiłkiem mózgowym, że nie ma sił na krytyczne zastanowienie się. Konwencja (jak każdy podobny akt) wtedy tylko przynosi nam pożytek, jeżeli ją — jak się to mówi — mamy w palcach, i potrafimy obejrzeć ją na nice, ze wszystkich stron.

Artykuły niniejsze mają nie co innego na celu, jak ułatwić ogółowi naszego wychodźstwa takie «oprowadzenie» tej robotniczej «Magna Charta».

(Ciąg dalszy nastąpi.)

CO SIĘ DZIEJE WE FRANCJI

+ Wybuch składów amunicji.

Na przedmieściu miasta Poitiers nastąpił wybuch w składzie amunicji. Przeszło 3000 pocisków armatnich eksplodowało, powodując zniszczenie budynków wojskowych. Wypadków w ludziach nie było.

+ Śmierć przywódcy socjalistów francuskich.

W Chamonix, w Sabaudji, zmarł nagle w 60 roku życia jeden z przywódców socjalizmu francuskiego, Marcel Sembat, z zawodu dziennikarz, od szeregu lat deputowany z miasta Paryża i b. dwukrotny minister za czasów wielkiej wojny.

Zona jego, wybitna artystka malarka tegosamego dnia popełniła samobójstwo, nie mogąc przeżyć śmierci męża.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE**FILJA W PARYŻU**

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9°)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 450 milionów Marek p.

[INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUUGITTA 8

Oddziały w Polsce: Warszawa (5 oddz. miejsk.), Baranowice, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Kielce, Końskie, Korzec, Kowel, Kraków, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lublin, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Łuniniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojcow, Olkusz, Ostrog, Parczew, Pińsk, Podwoleczyska, Pułtusk, Radom, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlec, Skarżysko, Słonim, Sokołów, Stanisławów, Stalpce, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wolyński, Wołkowysk, Zamość, Zdobunów. — Filje w Brukseli, Antwerpii (Belgia) i Rotterdamie (Holandia).

Kasy wypłat: Poznań, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kutno, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCOJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5-7 dniach.

BANK opłaca procentowo najkorzystniejszą oszczędność we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku!

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9°).

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU**Wpłata daniny.**

Biurowasowe ministerstwa skarbu komunikuje: Daniny publiczne w miesiącu lipcu przyniosły 34.810 3/10 miliona marek, w tem podatki bezpośrednio 22.670 3/10 mil. mk. (Nadzwyczajna danina państwowa 20.373 6/10 mil. mk.). Podatki bezpośrednio 6.361 2/10 mil. mk., cło 1.551 9/10 mil., monopole 2.438 8/10 mil. mk., opłaty (należności) 1.758 7/10 mil. mk., opłaty od koncesji na domy bankowe i kantory wymiany 5 9/10 mil. mk., opłaty od przedsiębiorstw naftowych 26 6 mil.

Odroczenie procesu Fedaka.

Naznaczona na dzień 6 września br. rozprawa sądowa przeciw Stefanowi Fedakowi, sprawcy zamachu na Naczelnika państwa, została odroczone. Przyczyną odroczenia jest kwestja wyborów. Sądza powszechnie, że spodziewać się należy w tej sprawie abolicji procesu.

Konfiskata bibuły komunistycznej.

«Gazeta Poranna» donosi, że podczas rewizji w poszukiwaniu za literaturą komunistyczną, znaleziono tyle bibuły, iż wartość jej jako makulatury wynosi kilka milionów. Podczas rewizji skonfiskowano wykaz ekspozytur, do których miała być rozesłana bibuła.

Wzrost kosztów utrzymania w sierpniu.

Z Warszawy donoszą nam: Komisja dla badania kosztów utrzymania, złożona z przedstawicieli rządu, organizacji przemysłowców i robotniczych ustaliła, że w sierpniu w porównaniu z lipcem koszt utrzymania rodziny, złożonej z 4 osób zwiększył się o 15 25 %.

Strajk w gazowni i tramwajach łódzkich.

Dnia 30 bm. rano wybuchł w Gazowni miejskiej strajk, z powodu nieuwzględnienia żądań podwyżki o 40 proc. Komisja strajkowa zwróciła się do Rady Nadzorczej, że o ile do godz 5 popołudniu 31 bm. nie otrzyma ostatecznej odpowiedzi, piece zostaną zgazowane. — Ponieważ oczekiwana odpowiedź nie nadeszła, piece w Gazowni zgasły.

Dnia 31 bm. w południe wybuchł strajk tramwajów miejskich w Łodzi, w związku z odrzuceniem żądań podwyżki o 40 proc. dotychczasowej płacy. Magistrat usprawiedliwia swą odmowę niemożnością podwyższenia w dalszym ciągu taryfy tramwajowej. Załatwienie sprawy strajku powierzono Magistratowi.

Lot okrężny dokoła Polski.

Do pierwszego lotu okrężnego dokoła Polski zgłosiło się 18 uczestników. Nagroda przechodząca ministra spraw wojskowych udzielona będzie temu z uczestników, który w najlepszym czasie przebędzie całą przestrzeń. Żeton złoty ministra kolei żelaznych przyznany będzie temu, kto dokona całego lotu bez pomocy obserwatora.

Sprawy ekonomiczne polskie

Według ogłoszonych niedawno komunikatów głównego urzędu statystycznego o stanie zasiewów w całym państwie, obszary uprawne zbóż powiększyły się w bieżącym w porównaniu z poprzednim rokiem gospodarczym przeciętnie o 15, a nawet o 20 proc. Ponieważ zaś jednocześnie, według wiadomości bezpośrednio poprzedzających zbiory, wydajność plonów zbożowych będzie w roku bieżącym prawdopodobnie b. zbliżoną do zeszłorocznych, a dla ziemniaków, które w r. 1921 ucierpiały silnie z powodu suszy, nawet znacznie lepszą, możemy się liczyć z ogólnym bardzo pokaźnym zwiększeniem zbiorów w stosunku do roku ubiegłego.

Ponieważ zaś zeszłoroczne zbiory wystarczyły dla wyżywienia kraju, przeto w tym roku nietylko w dalszym ciągu nie będziemy zależni od przywozu aprowizacyjnego z zagranicy, ale ewentualnie będziemy mieli nadwyżkę na wywóz.

W przemyśle przesilenie z końca r. z. należy oddawać do przeszłości. Statystyka zatrudnienia wykazuje dla wszystkich gałęzi cyfry ciągle wzrastające. W przemyśle węglowym w ciągu pierwszych czterech miesięcy wydobyto już 96.5 proc. ilości z r. 1913; wydobyć przedwojenne byłoby nawet przekroczone, gdyby nie kilkodniowe strajki w kwietniu. Przemysł łódzki od początku tego roku zaczyna silnie pracować na eksport.

W związku z tem również i nasze obroty towarowe zagranicą, dla których, począwszy od roku bież., podawana już jest także statystyka wartościowa, zaczynają kształtować się dla nas po myślniej. Za pierwsze trzy miesiące r. b. ogłoszony niedawno komunikat podaje następujące cyfry w milj. mk. polj.:

	Przywóz	Wywóz
styczeń.....	26,991	9,091
luty.....	23,119	9,821
marzec.....	35,556	17,919

Stosunek pokrycia przywozu przez wywóz polepszał się co miesiąc, a jeśli ryzykownym byłoby wydawać sąd na podstawie zbyt krótkich okresów czasu, to jednak za cały kwartał stosunek ten wyniesie już przeszło 40 proc., podczas, kiedy według wszystkich obliczeń wartości naszego bilansu handlowego za okresy minione stosunek ten wahał się w granicach od 15 do maksymalnie 20 proc. Poprawa ta wyjaśnia nam również, dlaczego w ciągu pierwszych miesięcy tego roku możliwym było utrzymać kurs marki polskiej na rynkach zagranicznych mniej więcej na równym poziomie.

Pobieżne rozpatrzenie sytuacji finansowej Polski zmusza każdego do wniosku, że konieczna jest natychmiastowa akcja ratunkowa dla skarbu, jeśli nie chcemy doprowadzić do ponownych gwałtownych wstrząsów walutowych.

Kilka przytoczonych faktów z dziedziny naszego położenia gospodarczego wskazuje, że o ile akcja ta będzie zastosowana szybko, ma ona widoki powodzenia, gdyż ekonomiczna odbudowa kraju, mimo wszelkie i wielkie przeszkody, czyni niewątpliwie postępy. Niema narazie powodu ani do skrajnego optymizmu, ani też pesymizmu. (Kurjer Polski.) E. R.

Traktat handlowy polsko-włoski.

Stosunki handlowe polsko-włoskie nie zdołały się dotąd należycie rozwinąć. Opierały się one początkowo na polsko-włoskiej umowie kontyngentowej z 23 sierpnia 1921 r., która przewidywała wymianę poszczególnych towarów w ramach kontyngentu i była niewystarczająca dla należytego rozwoju stosunków handlowych, utrzymując obrót towarowy wyłącznie w granicach, zakreślonych przez kontyngent.

Toteż traktat handlowy w Genui 12-go maja b. r. otwiera nową epokę we wzajemnych stosunkach obu państw ze sobą. Normuje on przedewszystkiem stosunki prawno-ekonomiczne między obydwoma krajami i oparty jest na zasadzie klauzuli największego uprzywilejowania, przewidując stosowanie jej w szerokiej granicach. Omawia prawa obywateli każdej ze stron w zakresie osiedlenia się, zajmowania się przemysłem i handlem, nabywania i rozporządzania ruchomościami i nieruchomościami, taryf kolejowych, cienia towarów i t. p.

Obie strony zastrzegają sobie utrzymanie pewnych ograniczeń i zakazu wwozu lub wywozu niektórych towarów, o ile nieodparty nakaz chwili będzie tego wymagał, czynią sobie jednak wzajemne przyrzeczenia redukcji tych ograniczeń w miarę możliwości do minimum. Niezmiernie korzystny wpływ na rozwój wzajemnych stosunków wywrzeć może uregulowanie w traktacie tranzytu, spraw żeglugi, traktowania komiwojażerów, działalności spółek akcyjnych i t. p. Szczególną wagę przywiązują obie strony do postanowień, dotyczących ruchu emigracyjnego. Rząd włoski zapewni emigrantom polskim opiekę na równi z własnymi, oraz zobowiązuje się, że na każdym statku włoskim, przewożącym emigrantów polskich będzie się znajdował tłumacz, przydzielony przez włoskie władze emigracyjne.

Z księgarni POLONII

Szyller-Szkolnik.	
Nowa kabalistyczna astrologja	1 „ 50
Helena Pedenkowska.	
Oszczędna kuchnia	6 „ —
Dr. St Breyer.	
Lekarz domowy	6 „ —
Dr. K. Werner.	
Bezsensowność i środki nasenne	1 „ 50
Dr. K. Radwan-Pragłowski.	
Powodzenie	1 „ 50
M. A. Zawadzki.	
Polski sekretarz.....	5 „ —

Dla tych, którzy już umieją trochę po francusku...

Dla takich polecamy podręcznik Języka Polskiego dla Francuzów, wydany przez Szkołę Bagnolską w Paryżu.

Mimo, że przeznaczony jest on dla Francuzów, którzy chcą się nauczyć po polsku, i napisany jest po francusku, jednak jest bardzo pożytecznym dopełnieniem i dla Polaków w znajomości języka francuskiego.

Do nabycia w księgarni «Polonii» po cenie 4 fr. 50.

Wiadomości Telegraficzne

Agence « Telegraphique de l'Est » Ajencja. Telegraficzna Wschodnia 8, avenue Montaigne.

• Pośrednictwo Jugosławji w sprawie Jaworzyny.

Praskie Narodni Listy donoszą, że rząd jugosławski podjął się pośredniczyć w sporze polsko-czeskim o Jaworzynę.

• Aresztowania szpiegów.

W Polsce dokonano aresztowania licznych szpiegów na rzecz obcych mocarstw. W Modlinie aresztowano Niemca z Królewca.

• Targi Wschodnie.

Otwarcie uroczyste Targów Wschodnich nastąpiło we wtorek w obecności min. handlu Strasburgera, min. pracy Darowskiego, przedstawicieli ciała dyplomatycznego, delegacji ekonomicznej francuskiej i licznych kupców cudzoziemskich.

• Głód na Ukrainie.

Od marca do czerwca b. r. umarło na Ukrainie z głodu 12.000 osób.

• Sowiety przywracają paszporty.

Rząd sowiecki przywrócił paszporty na całym obszarze Rosji sowieckiej, poczynając od Moskwy i Petersburga.

KRONIKA

◀ Z wędrówek reportera.

Deszcz lał jak z cebra. Była godzina między 1-szą a 2-gą w nocy. W kącie kawiarni ujrzałem wynędzniałą twarz jednego z najstarszych członków polskiej bohemy na paryskim bruku.

Przywitał mię zapytaniem, gdzieby mógł się przespąć. Zwykła historia z niezapłaconym pokojem w hotelu, zatrzymaniem klucza przez gospodarza i t. d.

Na paryskim bruku, w kolonji polskiej, do podobnych przypadków życiowych jest się zdawna przyzwyczajonym. Nie zawsze, ale jednak często znajdzie się ktoś, u kogo można przespąć jedną, dwie noce, czasem nawet dłużej, póki gdzieś, coś, jakoś, skądś...

I tak się stało owej nocy. Ale owego wieczoru — widok «bezdonnego» człowieka silniej na mnie oddziaływał. Po wyładowaniu pewnego zasobu okřeśleń, pod adresem «ofiary» i jego niezdarności życiowej, oraz «społeczeństwa», które pozwala na coś podobnego, zastanowiłem się przez chwilę nad naszym, t. j. wogóle europejskim t. zw. postępem.

Toć o okresie «nomadów» czyli koczowników wie się tak mało, bo nawet archeologia nie wiele o nich mówi, jako że nie będąc «osiadłymi» nie pozostawiali trwałych po sobie śladów.

A tu w pełni 20-go stulecia, w centrum Paryża, który słusznie czy niesłusznie uważa się za centrum kultury, nietylko w ciemną noc, ale w jasny dzień można spotkać typowego człowieka bezdomnego.

Oczywiście wystarczy przez 5 minut zrobić ankietę, by się dowiedzieć o «prawnych» okolicznościach, czyniących z człowieka «osiadłego» koczownika.

To jednak w niezem nie zmienia całej nagości i brutalności faktu.

I zupełnie tępym wzrokiem patrzyłem na tego członka polskiej w Paryżu inteligencji, o starym szlacheckim nazwisku, znanym w historii kraju, idącego w czarną noc, w ulewę, szukać na los szczęścia przytułku.

...iks.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim
znacznie niższe.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32
(Nord-Sud St. Georges)

wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystryczne.

Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.

Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich
STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XII^e)

(metro Reuilly)

Wielki wybór na składzie.

OSTATNIE WIADOMOŚCI

Strejk górników w Aniche (Nord)

Prasa Paryska (Journal nr. 10.917) z czwartku donosi, co następuje:

Lille, 6 września. Wskutek nieporozumienia, wynikłego między przedstawicielami kompanji kopalń w Aniche, a górnkami polskimi, zajętymi w szybie Saint-René, górnicy pracujący w tym szybie postanowili urządzić ewentualny strejk 24-godzinny na znak protestu.

Dziś rano (środa) zaszedł nowy wypadek na szybie Archevêque, w chwili kiedy sztygar polecił górnikom zjeżdżać w koszach po 9 naraz, co się sprzeciwia regulaminowi.

Górnicy na znak protestu odmówili zjazdu i zastrejkowali w liczbie 180.

Wiadomość ta dochodził nas w chwili składania numeru, dlatego ograniczamy się tylko do jej podania, powstrzymując się na razie od wszelkich komentarzy (które sobie zastrzegamy na później), tem więcej, że notatka w «Journal'u» jest niejasna. Pierwsza jej połowa nie mówi dość jasno, czy na znak solidarności z górnkami polskimi z szybu St. René, możliwość strejku 24-godzinnego przypuścili wszyscy górnicy z tego szybu, czy tylko górnicy polscy.

Druga połowa notatki również nie mówi dość wyraźnie, czy strejk na szybie Archevêque objął górników polskich, czy wszystkich.

Wiadomość tę podajemy na odpowiedzialność wspomnianego pisma, tem więcej, że w miarodajnych biurach francuskich i polskich w Paryżu we czwartek nie mlano żadnej wiadomości o powyższych zajściach.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxo 03-45

Wykonywuje wszelkie druki polskie.
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.

Na ządanie, przeprowadza sama korektę polską

Tel. Trudaine 54-68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE

Open all night. Ouvert toute la nuit.
:: Otwarte całą noc. ::

Orkiestra cygańska-Tańce-Spiewy.

OBIADY à prix fixe i à la carte

z winem i kawą po 18 franków.

Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących Iej,

IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

Accepterai collaborateur avec capitaux pour développer Agence d'Affaires Franco-Polonaise, la seule de ce genre.

152, BOULEVARD MONTPARNASSE, 152,
(PARIS).

Mécanicien diplômé

cherche place comme conducteur pour les machines agricoles à vapeur,

S'adresser à Polonia pour M. T.

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża

przyjmuje rano od 11 do 12

i popoł. od 3 do 7

CHOROBY WEWNETRZNE,

SKÓRNE I WENERYCZNE

Ceny Specjalne dla Robotników

10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(metro République)

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 7 września 1922.

Funty angielskie.....	56 fr. 83
Dolary ameryk.....	12 fr. 72, 50
Franki belg.....	94, 10
Franki szwajc.....	2 fr. 42
Marki niem.....	01,
Korony czeskie.....	44, 30
Leje rumuńskie.....	8, 83
Korony austr.....	0, 02
Liry włoskie.....	55, 50,
Marki polskie.....	—
Banknoty.....	0.18, 10
Czeki na Warszawę.....	0.17 85
Tysiącmarek polskich.....	1 fr. 81